

Décès aujourd'hui de M. Jérôme Bicomumpaka à Nairobi

John Philpot

L'Hora, 19 mai 2022



[Source : Change.org]

Chères amies, chers amis,

Je vous écris pour vous informer du décès aujourd'hui de M. Jérôme Bicomumpaka à Nairobi.

Le Réseau offre ses condoléances à sa femme Jeannine Hakizimana et à ses deux enfants, Astrid et Cédric. Ils ont été injustement privés de leur mari/père pendant 23 ans. Tous les membres de sa famille sont des citoyens canadiens. Je joins une photo de famille obtenue sur Change.org.

Nommé ministre le 9 avril 1994, ministre des Affaires étrangères et de la coopération, M. Bicomumpaka était largement ab-

sent du Rwanda pendant la guerre d'avril-juillet 1994.

Le Procureur du TPIR l'a fait arrêter le 6 avril 1999 pour des crimes de guerre tout en sachant que M. Bicomumpaka était diplomate. Détenu pendant tout son procès, il a été acquitté le 20 septembre 2011. Son absence (alibi) était un facteur clef dans son acquittement. Le procureur n'a même pas fait appel. Honte au Procureur d'avoir maintenu les accusations pendant 12 années.

Depuis son acquittement, le Canada a refusé de permettre à M. Bicomumpaka, homme acquitté, de rejoindre sa famille à Montréal. Le Canada présume les membres du gouvernement rwandais coupable en dépit de l'acquiescement par le TPIR. Et le TPIR a été créé avec l'appui du Canada. Double discours! Honte au Canada!

Nous savons tous que M. Bicomumpaka aurait pu vivre paisiblement à Montréal avec sa famille qui l'aimait et probablement ne serait pas mort aujourd'hui.

Nous connaissons sa femme, Mme Jeannine Hakizimana, qui est une femme exemplaire avec son travail auprès Réseau international

des femmes pour la Démocratie et la Paix – RIFDP.

J'ai connu M. Bicomumpaka à Arusha. Sa perspicacité et la force de sa pensée étaient formidables. En novembre 2021, il a eu le courage de refuser le transfert au Niger que le Mécanisme voulait lui imposer.

Nous allons toutes et tous nous rappeler de ces injustices.

Votre tout dévoué,

John Philpot, Président du Réseau d'Appui aux Prisonniers Politiques Rwandais (RAPPR).